

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 20 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Coopérative CAVAC

Les Grandes Versennes - Route de Souvigné
16140 Tusson

Références : 2026_60_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007203742

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 janvier 2026 dans l'établissement CAVAC implanté Les Grandes Versennes Route de Souvigné, 16140 Tusson. L'inspection a été annoncée le 5 décembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à la mise en demeure préfectorale du 7 juillet 2025, en rappelant l'obligation réglementaire de remplacer les moteurs avec indice de protection IP44 par des moteurs d'indice de protection IP5X minimum, et de mettre en oeuvre les moyens de lutte contre l'incendie adaptés et conformes au résultat d'une étude réalisée selon le guide.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAVAC
- Les Grandes Versennes Route de Souvigné, 16140 Tusson
- Code AIOT : 0007203742
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société coopérative agricole CAVAC, dont le siège social est situé à Aigre, compte 120 adhérents et 15 salariés. La coopérative comprend 5 points de collectes (Villejésus, Verdille, La Chapelle, Longré, et Tusson). Le silo de Tusson, objet de la visite d'inspection, possède une capacité de stockage de 13 500 tonnes avec une capacité de réception de 350 t/h. Il est le seul du groupe classé à autorisation au titre des installations classées pour la rubrique ICPE « silo » n° 2160.

Contexte de l'inspection : Récolement de la mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention du risque incendie	AP de Mise en Demeure du 07/07/2025,	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 2		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des éléments justificatifs transmis par l'exploitant et des constats effectués lors de la visite d'inspection, il ressort que les mesures rappelées par la mise en demeure préfectorale de juillet 2025 ont été mises en œuvre de manière conforme.

En particulier, le remplacement des moteurs par des équipements présentant un indice de protection adapté ainsi que l'installation de moyens de défense incendie dimensionnés conformément au calcul D9 ont été réalisés et sont opérationnels.

Il est rappelé que l'implantation des capacités en eau incendie installées doivent faire l'objet d'une réception par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) afin de confirmer leur conformité aux exigences opérationnelles de la défense extérieure contre l'incendie.

L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées la preuve de cette réception.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/07/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 09/04/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Article 2 - Respect des prescriptions</p> <p>L'exploitant se met en conformité avec les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé - délai de 1 mois, en procédant au remplacement des moteurs des silos à céréales dont le niveau de protection correspond à un indice de protection IP 5X au minimum. Ces équipements sont adaptés à une utilisation en atmosphère explosible ; Article 4-10 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 1992 et article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisés - délai de 5 mois réparti comme suit : <ul style="list-style-type: none"> en évaluant, sous 1 mois, les besoins en eau incendie du site en utilisant le guide D9 version juin 2020 ; ces éléments sont transmis à l'inspection ; en procédant, sous 5 mois, à l'installation sur site, d'équipements nécessaires (hydrants, poteaux, réserves incendie...) pour disposer des besoins ainsi calculés en matière de défense incendie. Ces équipements sont réceptionnés et validés par les services d'incendie et de secours (SDIS) par la mise en œuvre d'un essai d'aspiration en outre. <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la</p>

<p>réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles susmentionnés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la mise en demeure préfectorale du 7 juillet 2025, l'exploitant a procédé au remplacement des moteurs de protection IP44 par des moteurs d'indice de protection IP55.</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel du 23 juin 2025, la facture n° FA0006283 émise par la société AIRLUM, basée à Jarnac (16). Le remplacement du dernier moteur a été achevé fin juillet 2025.</p> <p>Par courriel du 22 juillet 2025, l'exploitant a également transmis le calcul D9 relatif au dimensionnement des besoins en eau d'extinction. Ce calcul conclut à un volume nécessaire de 240 m³. En conséquence, l'exploitant a passé commande pour l'installation de deux citernes incendie de 120 m³ chacune, équipées d'une prise d'eau directe.</p> <p>Ces installations ont fait l'objet d'une visite d'inspection visant à vérifier leur mise en œuvre et leur caractère opérationnel.</p> <p>En conséquence, l'inspection des installations classées conclut au respect de la mise en demeure préfectorale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire réceptionner l'implantation des citernes d'eau incendie par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et de transmettre à l'inspection des installations classées tout document attestant de cette validation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>